

COVID-19 Suivi des Impacts au niveau des ménages

Burkina Faso



Bulletin No.6 — Février 2021

MESSAGES CLES

- Au début de la pandémie, une proportion très élevée de ménages (53%), était en situation d'insécurité alimentaire. Mais avec le temps, suite à l'allègement des mesures restrictives, et la relance économique, ils n'étaient plus que 26% en insécurité alimentaire lors du sixième passage en janvier/février 2021;
- La dynamique de commercialisation agricole n'est pas encore ancrée dans les pratiques. Seul un ménage agricole sur dix (11,9%) déclare avoir vendu une partie de sa récolte;
- En valeur nominale, la vente moyenne représente 80 pour cent du seuil de pauvreté de 2018. Ce revenu ne suffirait donc pas pour vivre au dessus de la ligne de pauvreté. Pour une lutte efficace contre la pauvreté, des actions fortes doivent être menées afin d'augmenter les revenus agricoles;
- Trois ménages sur dix déclarent avoir été affectés par un choc négatif. Dans un contexte marqué par une limitation du système de protection sociale, la plupart des ménages subissent sans rien faire;
- Deux ménages sur cinq (37,4%) pensent que l'Etat répond suffisamment à leurs besoins en sécurité.

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



121 Décès 9397 Patients guéris

Source: INSD (en date du 1er Février 2021)



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du sixième passage d'une enquête téléphonique (HFPS) représentative au niveau national. Le BFA Covid-19 HFPS - Round 6 a été administré entre le 15 janvier et le 01 février 2021. Les modules suivants ont été administrés lors du 6e passage : Accès aux services de base; Emploi et revenus; Agriculture; Sécurité alimentaire; Chocs; et Conflits. En plus des 1944 ménages interviewés avec succès lors de la cinquième vague, afin de maintenir la taille de l'échantillon, 84 autres ménages qui n'avaient pas été interviewés avec succès lors des tours précédents mais qui n'avaient pas refusé de participer à l'enquête ont été appelés lors de cette sixième vague. 24 ménages ont été exclus de l'échantillon de la sixième vague car ils ont refusé de participer lors de la cinquième vague. 2008 ménages (96,96 % des 2 071 tentatives) ont été contactés et 1 985 (95,85 %) ont été interrogés avec succès. Parmi les personnes contactées, 18 ménages ont refusé catégoriquement d'être interrogés. Pour des besoins de simplicité, cette note se focalise sur les modules liés à la sécurité alimentaire, aux revenus agricoles, aux chocs, et aux conflits.



SECURITE ALIMENTAIRE

Durant les passages 2, 3 et 4, un module du questionnaire a permis de collecter les réponses à un certain nombre de questions sur la sécurité alimentaire. Plus précisément, les questions posées permettent de construire une échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES: Food Insecurity Experience Scale en anglais). Au début de la pandémie, une proportion très élevée de ménages (53%), soit un peu plus de la moitié était en situation d'insécurité alimentaire.

Comme ça été démontré dans les précédentes notes, l'impact de la covid-19 sur l'emploi et les revenus des ménages a été très prononcé au début de la crise. Beaucoup ont perdu leur emploi et ont connu une baisse de leur revenu. Que ce soit les revenus d'emploi, d'entreprise non-agricole, revenus agricoles, ou encore les transferts. Pour faire face à la baisse des revenus, beaucoup n'ont eu d'autre choix que de réduire leur consommation alimentaire.

Mais avec le temps, l'allègement des mesures restrictives, et la relance économique, on assiste à une réduction de la proportion des ménages qui sont en insécurité alimentaire. Ils n'étaient plus que 26% lors du sixième passage en Janvier/Février 2021. Cette amélioration est probablement en grande partie due à l'effet conjugué d'un ajustement de la part des ménages, mais aussi de meilleurs revenus comparativement au début de la crise. Il est également important de noter l'effet de la saisonnalité sur les revenus et l'accès à la nourriture, en particulier pour les ménages ruraux impliqués dans des activités agricoles. En effet, la période durant laquelle la sixième vague a été mise en œuvre correspond à la période juste après la récolte agricole, lorsque les ménages ont davantage accès aux cultures autoproduites.

Figure 1: Distribution des ménages selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue



AGRICULTURE

Prenant avantage de la période de récolte agricole, ce sixième passage de l'enquête HFPS a posée des questions utiles sur l'exploitation agricole, notamment le type de culture, les superficies, l'utilisation des intrants, et la commercialisation.

Le Sorgho, le Maïs et le Mil sont de loin les cultures les plus populaires parmi le paysans (Figure 2). La culture du Maïs est plus présente en milieu urbain, tandis que la culture du Sorgho est plus répandue en milieu rural. En moyenne, un ménage exploite 2,4 hectares de terre. La taille des exploitations varie légèrement selon le milieu de résidence et le niveau de vie du ménage.

Figure 2: Principales cultures

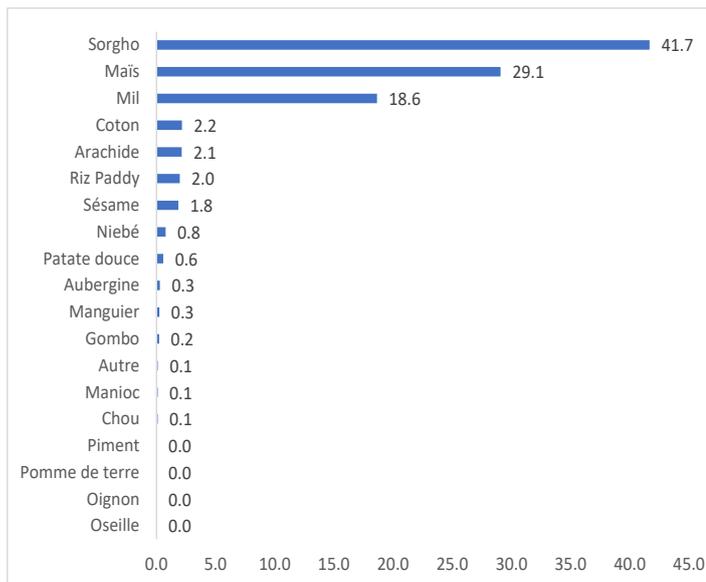
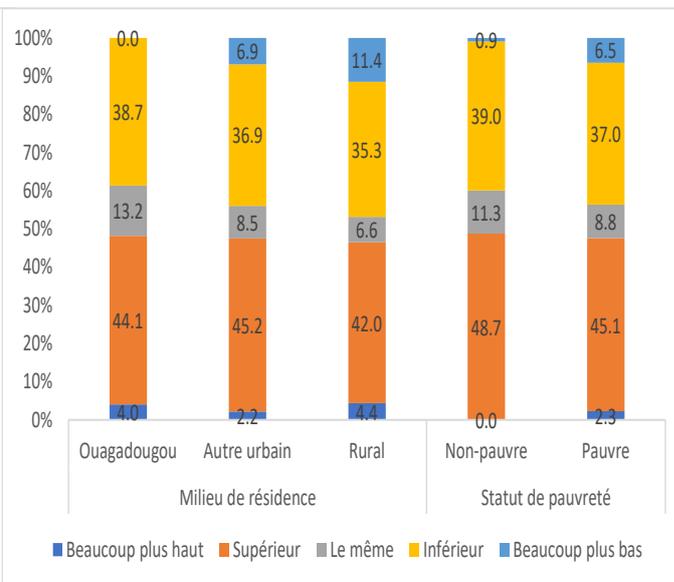


Figure 3: Revenu par rapport aux campagnes passées



Malheureusement, la dynamique de commercialisation agricole n'est pas encore ancrée dans les pratiques. Seul un ménage agricole sur dix (11,9%) déclare avoir vendu une partie de sa récolte. L'impact de la Covid-19 sur les revenus agricoles est mitigé (Figure 3). Par rapport à la campagne agricole précédente, une grande proportion de ménages (47,5%) déclare que leur revenu a augmenté. Dans le même temps, une autre grande proportion (43,5%) déclare que leur revenu est inférieur par rapport aux campagnes passées. Seule 8,8% déclare que le revenu est inchangé. Mais dans l'ensemble, la proportion pour qui le revenu a augmenté est supérieure à celle pour qui celui-ci a baissé.

Pour ce qui est de l'utilisation des intrants agricoles, les intrants les plus utilisés sont la traction animale (environ 80% au niveau national) et les engrais organiques (76%) (Figure 4). Légèrement plus bas sont les taux d'utilisation des engrais inorganiques (59%), des pesticides/herbicides (48%). L'utilisation du travail salarié est plutôt limitée, surtout pour les ménages dans le milieu rural et les ménages pauvres; ceci probablement en raison d'un apport important de main-d'œuvre familiale. La non-utilisation des intrants est imputable principalement à deux raisons: le manque de besoin et le manque des moyens pour disposer de ces intrants (Figure 5). En particulier, l'élément économique est fortement présent dans les raisons de non-utilisation de tous les intrants, notamment pour les engrais organiques (57%) et inorganiques (73%).

Figure 4: Taux d'utilisation des intrants agricoles

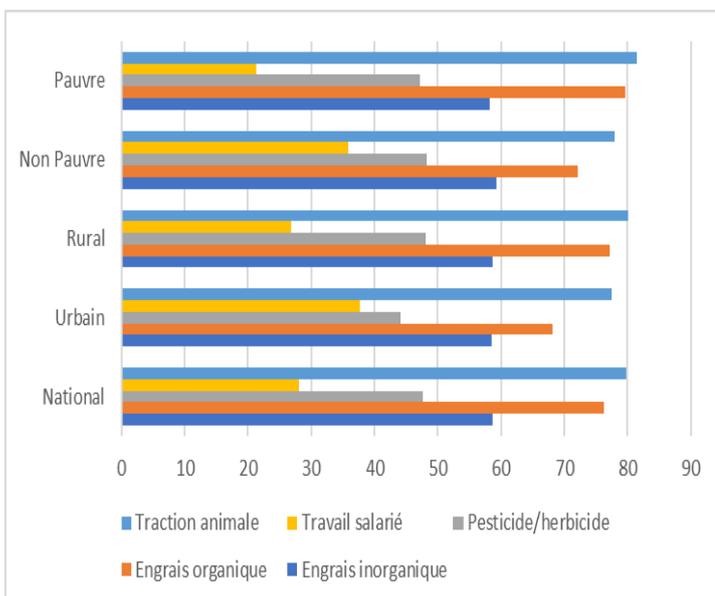
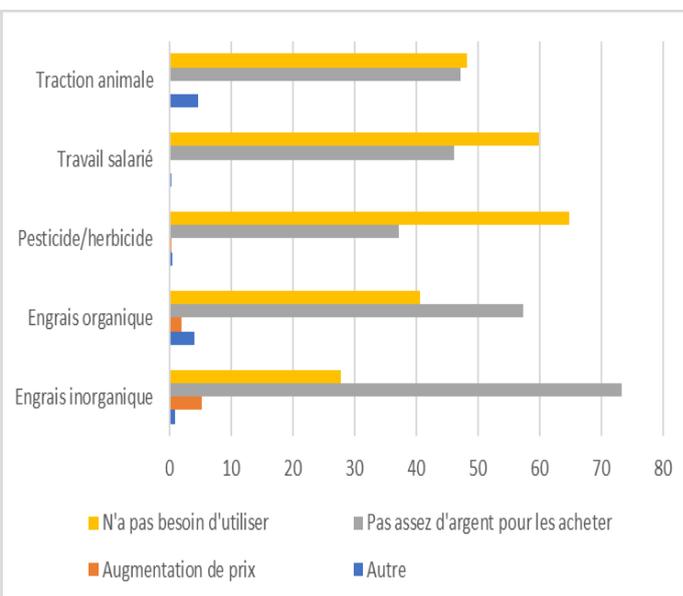


Figure 5: Raisons pour n'avoir utilisé des intrants



CHOCS

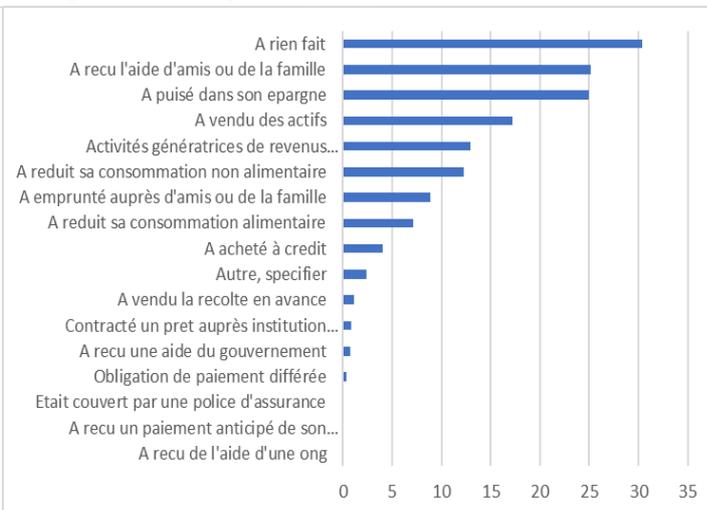
Au cours du sixième passage, 30 pour cent des ménages ont déclaré avoir été victimes d'un choc au cours des quatre dernières semaines. Quatre types de chocs se distinguent avec des scores importants (Figure 6). Il s'agit de: (i) la maladie d'un membre du ménage gagnant un revenu (38.1%); (ii) l'augmentation du prix des principaux aliments consommés (23.7%); (iii) la mauvaise récolte à cause d'un manque de main d'œuvre (13.1%); et (iv) le vol de la récolte, d'argent, de bétail ou d'autres biens (10.9%). Il y a quelques différences notoires selon le milieu de résidence et le statut de pauvreté. Par exemple, les chocs relatifs à l'augmentation du prix des principaux aliments consommés affectent plus les pauvres et les ménages en dehors de la capitale. Le vol de la récolte, d'argent, de bétail ou d'autres biens affecte plus les ménages non-pauvres.

Dans un contexte marqué par une limitation du système d'assurance et du système de protection sociale, la plupart des ménages subissent ces chocs sans rien faire (30,4%). Un ménage sur quatre fait recours à l'aide des connaissances, ou à sa propre épargne. 17,2% des ménages font recours à la vente des actifs pour faire face aux chocs (Figure 7).

Figure 6: Type de choc affectant les ménages



Figure 7: Stratégie adoptée pour faire face au choc



CONFLIT ET VIOLENCE

La majorité des ménages burkinabè estiment qu'ils vivent dans une localité où le niveau de sécurité est élevé ou très élevé (72.2%). Mais il faut noter qu'à Ouagadougou, seulement 46.6 pour cent des ménages pensent que le niveau de sécurité y est élevé ou très élevé (Figure 8). Les pauvres sont plus convaincus de la sécurité de leur localité comparativement aux non-pauvres. La plupart des ménages (81.5%) déclarent que le niveau des relations sociales et de la confiance dans leur localité est élevé ou très élevé (Figure 9). Seuls 37,4% des ménages pensent que l'Etat répond suffisamment à leurs besoins en sécurité. Ceux qui vivent à Ouagadougou sont les moins satisfaits (21,3% satisfaits) des actions de l'Etat. Les non-pauvres ont tendance à être plus exigeants et conséquemment, moins satisfaits (33,5% de satisfaits) comparativement aux pauvres (42,8% de satisfaits).

Figure 8: Niveau de sécurité perçu dans la localité

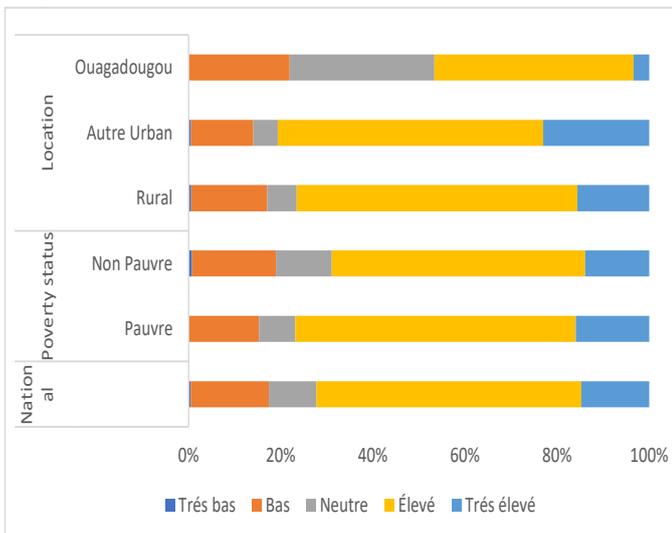
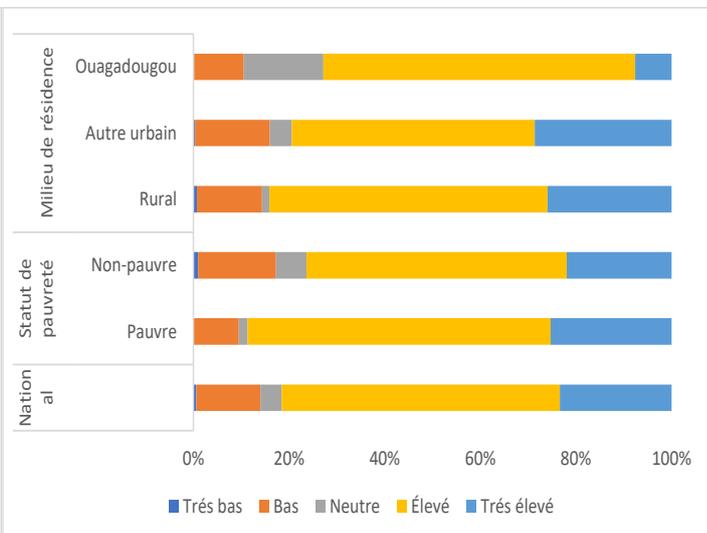


Figure 9: Relations sociales et la confiance dans la localité



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimo Nkengne, Marco Tiberti, Prospere Backiny-Yetna et Marco Costantini de la Banque mondiale, Zakaria Koncobo de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nouve, Pierella Paci, Johan A. Mistiaen, Jean-Pierre Chauffour, Boureima Ouedraogo, et Jean Edouard Odilon Doamba.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n>



WORLD BANK GROUP